

PROJET

Proposition d'un **Comité sur la garantie des droits sociaux**

Les ONG qui souhaitent proposer à la Conférence des ONG la création d'un comité sont invitées à transmettre les informations suivantes, avec les documents demandés, au plus tard le 21 mars à l'adresse NGO-Unit@coe.int

1. Titre

COMITE : ACTION POUR LES DROITS SOCIAUX (CADS)
Pour le respect de la dignité de toute personne et de tous ses droits

COMMITTEE : ACTION FOR SOCIAL RIGHTS (CADS)
For the respect and dignity of every person and all their rights

2. Contexte et liens avec les priorités de la Conférence des ONG et du Conseil de l'Europe (veuillez également indiquer les documents / instruments juridiques / institutionnels spécifiques auxquels vous souhaitez vous référer) (500 mots maximum)

Les droits humains sont reconnus comme universels, indivisibles et interdépendants par la communauté internationale, les États et tous les acteurs de la société (*Déclaration de Vienne* adoptée par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 1993).

Aussi les droits sociaux, économiques et culturels (DESC) sont-ils des droits à part entière qui doivent être mis en œuvre concrètement et garantis effectivement. Toutefois, on observe que ces droits sont encore sous-développés et souvent considérés comme des droits de «seconde zone» ou réduits à des «objectifs de politique sociale» et non comme de **vrais droits exigibles et justiciables**.

Or les DESC sont, non seulement importants en eux-mêmes, mais leur exercice conditionne le respect de tous les autres droits humains (de la sûreté /intégrité de la personne, à l'accès à la justice, à la participation démocratique, etc.).

De même, la mise en œuvre et la garantie des DESC sont une condition essentielle pour la pratique d'une démocratie véritable (statuts du Conseil de l'Europe) qui reconnaît la place et le rôle central de la société civile.

Priorités de la Conférence des ONG et du Conseil de l'Europe (CoE)

La prise en compte et l'engagement pour l'avancée des DESC ont été une priorité de la Conférence au cours de la dernière décennie.

Cet objectif figure comme priorité dans son plan stratégique:

«3. *Participation à l'élaboration d'une société inclusive et protection de l'accès des groupes vulnérables aux droits sociaux, culturels et économiques et à l'éducation*».

Des groupes de travail (Comité de coordination du Processus de Turin pour la Charte sociale, Groupe transversal Pauvreté: inégalités et jouissance des droits) ont produit des publications, organisé des rencontres, rédigé des recommandations adoptées par la Conférence, organisé des formations sur la Charte sociale, collaboré avec le Service de la Charte, etc.). La contribution au Processus de Turin suite à la Conférence de haut niveau sur la Charte sociale organisée en 2014, a été un point fort pour la Conférence et les ONG membres.

Ainsi, une expertise et une expérience ont été développées auxquelles s'ajoute le travail accompli par les OING qui ont déposé des réclamations collectives, autant de ressources utiles pour les travaux futurs d'un Comité sur les droits sociaux.

Pour le Conseil de l'Europe, les droits sociaux sont un objectif essentiel comme l'illustre le système des Traités de la Charte sociale européenne - qui fait office de Constitution sociale de l'Europe - et vient compléter le système de protection de la Convention européenne des droits de l'homme.

Les différentes instances du CoE se consacrent à la promotion et à la garantie de ces droits et les OING membres du Comité proposé travailleront en synergie avec celles-ci.

Les liens avec les documents / instruments juridiques de référence sont notamment:

- *la Charte sociale européenne et les conclusions et décisions du Comité européen des droits sociaux;*
- *les textes adoptés par le CM, l'APCE, le Congrès, le Commissaire aux DH, les rapports du CDDH sur les droits sociaux (2019), le socle des droits sociaux de l'UE.*

En ANNEXE : Textes adoptés, publications de la Conférence des OING en relation avec les droits sociaux

3. But(s) du comité

La garantie concrète des droits sociaux: l'effectivité des droits et les recours disponibles sont au cœur du système de la Charte sociale européenne (CSE) avec les rapports étatiques et les réclamations collectives.

Le **socle des droits sociaux** de l'UE constitue un appui pour la mise en œuvre et le renforcement des droits garantis par la Charte sociale européenne.

Le Comité proposé vise à :

- Sensibiliser et promouvoir auprès des OING et de leurs membres sur le terrain, la connaissance des droits garantis par la CSE;
- Renforcer le plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes pour la ratification complète par tous les États membres, de tous les articles de la Charte ainsi que pour une acceptation plus généralisée du mécanisme de réclamations collectives;
- Susciter auprès des associations nationales ou locales, l'identification de cas ou situations de violation de droits garantis par la CSE et soutenir celles-ci dans le processus de réclamations collectives qui serait déclenché;
- Assurer la participation de la Conférence des OING à la réforme en cours du système de la CSE, suite aux rapports du Comité Directeur pour les droit de l'homme (CDDH) de 2019 pour l'amélioration du respect des droits sociaux en Europe (auxquels a contribué la Conférence des OING);
- Lutter contre la pauvreté : apporter l'expertise des ONG pour lutter contre toutes formes de pauvreté, sur tous les plans : éducation, économie, alimentation, logement, accès aux services médicaux-sociaux, absence de statut légal, etc. Et analyser l'impact de la crise sanitaire et économique actuelle et de différentes crises futures (sanitaires, économiques, environnementales...). Grâce à cette vision prospective, prévenir l'effet des crises et protéger alors particulièrement les populations les plus vulnérables;
- Renforcer l'action des OING représentées à Bruxelles et à Strasbourg pour promouvoir le socle des droits sociaux de l'UE en synergie avec le système de la CSE.

4. Les objectifs spécifiques visés

- Encourager les OING de la Conférence qui n'ont pas encore demandé leur accréditation auprès du Comité européen des droits sociaux [Comité Gouvernemental](#) à le faire afin qu'elles puissent déposer des réclamations collectives;
- Établir le dialogue avec les ONG nationales et les groupes de la société civile, ainsi qu'avec les universitaires afin d'identifier les facteurs qui soutiennent et/ou bloquent la ratification de la procédure de réclamations collectives et de la CSE révisée;
- Échanger et collaborer avec les instances du Conseil de l'Europe qui interviennent dans le champ des droits sociaux: Comité européen des droits sociaux, Comité gouvernemental et Service de la Charte, APCE, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, CDDH et avec les instances de suivi sur le socle des droits sociaux de l'UE;
- Entreprendre, chaque année, des initiatives spécifiques comme celles à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté du 17 octobre afin de contribuer à une meilleure connaissance et prise de conscience des réalités de la pauvreté et pour susciter de nouveaux engagements afin de renforcer cette lutte;
- Élaborer et diffuser les recommandations adressées par la Conférence des OING aux différents acteurs pour l'avancement des droits sociaux;
- Suivre régulièrement et informer sur le développement du socle des droits sociaux de l'UE en proposant ponctuellement des initiatives;
- Sensibiliser le grand public à l'importance des droits sociaux et leur rôle dans la construction d'une société démocratique participative et inclusive.

5. Activités prévues, méthodes de travail et calendrier

ACTIVITES ET CALENDRIER

- Participation au programme de célébration du 60^e anniversaire de la CSE et du 25^e de la CSE révisée en collaboration avec le Service de la Charte.
▶ *mai / octobre 2021*
- Préparation de recommandations et déclarations de la Conférence des OING, à l'intention du Comité des Ministres et des États membres et d'autres organes traitant des droits sociaux, des décideurs politiques, des praticiens du secteur social et des groupes de la société civile pour améliorer sensiblement la réalisation des droits sociaux.
▶ *sur les 2 années*
- Représentation de la Conférence des OING à l'ACPE, au Comité Gouvernemental pour la CSE avec l'accord de la Commission permanente.
▶ *régulier*
- Participation au processus de réforme du système de la CSE. Représentation aux réunions régulières du CDDH et des groupes de rédaction.
- Organisation de sessions de sensibilisation et de formation sur la CSE et le plaidoyer pour sa ratification à l'intention des OING de la Conférence et de leurs membres.
▶ *automne 2021, printemps 2022, automne 2022*

ACTIVITES ET CALENDRIER (suite)

- Pour les réclamations collectives : informer, sensibiliser les ONG de terrain (nationales, locales) pour susciter des réclamations; monitoring/accompagnement, notamment juridique, dans l'élaboration de ces réclamations.
▶ *début automne 2021*
- Collaboration avec le Réseau académique RACSE.
▶ *dès la création du Comité (mai 2021)*
- Création d'un site web collaboratif pour renforcer le suivi des droits sociaux dans les Etats membres du Conseil de l'Europe (sous réserve d'un financement spécifique).
Ce site permettra de recueillir des informations sur la mise en œuvre et l'efficacité des droits sociaux. Dans le même temps il offrira la possibilité de mettre en lumière les bonnes pratiques des ONGs et des services publics.
▶ *élaboration du projet automne 2021*
- Organisation d'un événement annuel à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (17 octobre 2021 et 2022)
▶ *préparation mai 2021*
- Fabrication d'une boîte à outils pour permettre aux groupes de la société civile de faire campagne, de sensibiliser et de défendre la CES et son Protocole.
▶ *automne 2022*
- Suivi du socle européen des droits sociaux et initiatives cordonnées.
▶ *régulier*

MÉTHODES

- Participations: le Comité fera appel à de nouvelles participations d'OING, ONG et groupes de la société civile qui œuvrent pour les droits sociaux, contre la pauvreté et pour le respect de la dignité de toute personne. D'autres experts comme les membres du Réseau académique (RACSE) seront également sollicités.
- Travail organisé en sous-programmes regroupant plusieurs activités; réunions de travail thématiques mensuelles ou plus fréquentes si nécessaire.
- Réunions plénières du Comité: tous les trimestres et lors des sessions de l'AG de la Conférence; réunions plénières ouvertes aux membres de la Conférence; invitation ponctuelle d'experts, de représentants de gouvernements, d'ambassadeurs et autres acteurs d'expérience.

Méthodes de travail participatives, inclusives et pragmatiques afin d'atteindre le maximum d'efficacité pendant le mandat du Comité.

6. Des résultats attendus et leurs indicateurs

- La participation aux activités des anniversaires de la CSE renforce le rôle et la visibilité de la Conférence des OING dans le domaine des droits sociaux.
- La contribution au progrès des ratifications de la CSE et du Protocole sur les réclamations collectives, ratifications déposées ou attendues.
- Des OING ont demandé/obtenu leur accréditation pour introduire des réclamations collectives; de nouvelles réclamations collectives sont introduites; un appui a été

apporté pour identifier les cas de violation et accompagner les dossiers de réclamation.

- L'expertise et l'action de la Conférence des OING pour les droits sociaux sont reconnues par le Conseil de l'Europe et par les États membres.
- Des membres d'ONG et de groupes de la société civile sont sensibilisés et formés sur les droits sociaux.
- La coopération est développée avec des experts, notamment avec le Réseau académique (RACSE).
- La Journée du 17 octobre marque un rappel et une participation significative pour les acteurs et partenaires qui luttent contre la pauvreté.
- Les capacités des OING et la participation des personnes sont renforcées à travers les échanges sur ce que vivent et disent les populations éloignées des droits et au niveau de savoirs faire en terme de lutte contre la pauvreté.
- Le public est mieux informé et impliqué grâce au site web participatif.
- Boîte à outil disponible sur la CSE pour les ONG et groupes de la société civile.
- La réforme du système de la CSE avec la participation au processus de la Conférence des OING permet de renforcer la protection des droits sociaux.

7. Noms, coordonnées, expertise et expériences des chef.fe.s de délégation des OING qui soutiennent la création du comité (au moins 5)

OING et chef.fes de délégation (7)

Association Internationale des Charités - AIC	Ida	Palumbo
ATD Quart Monde	Hélène	Rozet
Caritas Europa	Elisabeth	Marie
Justice & Paix Europe	Jean-Bernard	Marie
Plateforme sociale européenne	Piotr	Sadowski
Réseau européen d'action sociale - ESAN	René	Lederman
Soroptimist International Europe - SIE	Bettina	Hahne

Fiches individuelles : Pièce attachée 1

8. Noms, coordonnées, expertise et expériences des délégué.e.s qui y participeront au comité (au moins 7)

Délégué(e)s participant.es et leurs OING (19)

Maria Jose	Aldanas	Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-Abri -FEANTSA
Evelyne	Bastin	Soroptimis International Europe - SIE
Robert	Bergougnan	European Association of School of Social Work - EASSW
Marie Christine	Davy	Réseau de Religieuses en Europe contre la Traite et l'Exploitation - RENATE
Edwin	de Boevé	Dynamo International - Réseau International des Travailleurs Sociaux de rue

Dominique	de Romemont	MIAMSI
Léon	Dujardin	Réseau européen d'action sociale - ESAN
Marie Hélène	Halligon	Réseau de Religieuses en Europe contre la Traite et l'Exploitation - RENATE
Elisabeth	Marie	Caritas Europa
Jean-Bernard	Marie	Justice & Paix Europe
Ida	Palumbo	Internationale des Charités- AIC
Maritchu	Rall	Réseau européen d'action sociale - ESAN
Hélène	Rozet,	ATD Quart Monde
Anna	Rurka	Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur milieu de vie-EUROCEF
Silvana	Roebstorf	Plateforme sociale européenne
Piotr	Sadowski	Volonteuropé et Plateforme sociale européenne
Marie José	Schimtt	Association Européenne du Handicap - AEH
Martine	Schmelck	Médecins du monde
Peter	Verhaeghe	Caritas Europa

Fiches individuelles: Pièce attachée 2

9. Présidente du Comité proposée aux élections par la Conférence des OING

Anna Rurka, Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur milieu de vie-(EUROCEF)

10. En pièce attachée, vous êtes prié.e de présenter l'expertise et les expériences de / de la candidat.e au poste de Président.e de ce comité, en relation avec le sujet traité par le comité, ainsi que l'expertise et l'expérience des chef.fe.s des délégations qui soutiennent la création de ce comité

Fiche individuelle: : Pièce attachée 3

ANNEXE

Textes adoptés, publications de la Conférence des OING en relation avec les droits sociaux

1. Textes adoptés :

- Déclaration « La Charte sociale européenne au cœur du dialogue entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne » CONF/PLE(2017) DEC2;
- Recommandation sur la prise en charge sanitaire et médico-sociale et le respect des droits des personnes âgées en Europe CONF/PLE(2016) REC2;
- Recommandation « La violation des droits économiques, sociaux et culturels par des mesures d'austérité : une menace grave pour la démocratie »CONF/PLE(2015) REC1;
- Recommandation au Comité des Ministres « Une nouvelle stratégie concernant le handicap » CONF/PLE(2015) REC2;
- Résolution « Agir ensemble pour éradiquer la grande pauvreté en Europe» CONF/PLE(2013) RES1;
- Recommandation relative à la proclamation du socle européen des droits sociaux CONF/PLE(2018) REC1;
- Recommandation sur la pauvreté et la précarité des étudiants en Europe CONF/PLE(2019) REC2;

- Recommandation relative au droit à un logement décent pour tous CONF/PLE(2019) REC1;
- *Projet de Recommandation* sur l'accès aux services sociaux (soumis à adoption, avril 2021).

2. Publications

- Droits des personnes handicapées : L'article 15 de la Charte sociale européenne à la lumière de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées -2015 ;
- Livret sur l'article 30 (droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale) - publié en coopération avec le Service de la Charte sociale – 2014;
- Les droits de l'homme dans le contexte de la crise : l'apport de la Charte sociale européenne - 2011;
- La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne : un guide de lecture à la lumière de la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la Charte sociale européenne (révisée) - 2008 ; 6 <https://www.coe.int/fr/web/ingo/publications>;
- L'apport de la Charte Sociale Européenne (Actes de la Table Ronde Organisée conjointement par la Conférence des OING et le service de la Charte Sociale Européenne à l'Ecole Nationale d'Administration, Strasbourg, 17 octobre 2011) ;
- La contribution des ONG à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe - 2007;
- Recueil de textes concernant l'éradication de la pauvreté (adoptés par le Comité des Ministres, APCE et Congrès des pouvoirs locaux et régionaux): engagements des États membres – 2014.

PIECE ATTACHEE 1 : Fiches individuelles des chef.fe.s de délégation qui soutiennent la création du Comité

Bettina HAHNE

Cheffe de Délégation du SIE (Soroptimist International d'Europe) à la Conférence des OING

Soutien à la création du COMITE « Actions pour les Droits sociaux » de la Conférence des OING (CoE)

Vu mon expérience internationale et ma connaissance approfondie de la mission d'advocacy de l'OING Soroptimist International d'Europe, j'ai été désignée dès 2013 représentante à la Conférence des OINGs du Conseil de l'Europe. J'ai été présente à chaque session de la Conférence, ainsi qu'à d'autres événements, souvent accompagnée d'autres membres de mon organisation. Mon investissement au sein de la Conférence des OING : depuis juin 2018, je suis présidente du groupe de travail « Gender Perspectives in Political Processes » et je coordonne les Rapporteurs sur l'égalité des genres des groupes de travail de la Conférence des OING. J'ai implanté une équipe de 5 membres actifs dans différentes commissions. Je leur ai transmis mes connaissances e.a. au niveau de la Charte Sociale et de la Convention d'Istanbul.

Le SIE, présent dans 41 pays du Conseil de l'Europe, défend les droits humains avec une attention particulière sur le statut des femmes et des filles. Ses objectifs : éducation, autonomie financière, lutte contre la violence, accès aux soins de santé, sécurité alimentaire et développement durable.

Mon expertise a toutes ces années toujours pu s'appuyer sur l'immense potentiel de nos 1.150 clubs (31.400 membres) lesquels s'engagent pour améliorer les conditions de vie des femmes et des filles, surtout de celles en situation de précarité et de pauvreté.

Je soutiens pleinement la création du comité pour les « Droits sociaux » car il reflète parfaitement les objectifs du SIE. Avec Madame Evelyne Bastin, elle aussi Soroptimist, ce comité aura un membre expert et motivé.

Biochimiste, éditrice scientifique

Membre du SIE depuis 2001

Expérience internationale à partir de la majorité :

Allemagne : 10 années - France : 26 années - Etats-Unis : 3 années - Belgique : 3 années - Japon : 2 années

- Côte d'Ivoire : 1 année

Langues : allemand (langue maternelle), anglais et français couramment (parlé et écrit)

mobile: 0049 157 3191 3363

bettina.hahne@fastmail_

René LEDERMANN

Chef de délégation du Réseau Européen d'Action sociale (ESAN) à la Conférence des OING

Expertise et expérience :

- Membre de la direction nationale du Secours populaire français (S.P.F) depuis 1980 dont le but est la pratique de la solidarité pour soutenir dans le respect des Droits de l'Homme les personnes et leurs familles de l'arbitraire, de l'injustice sociale...

- Secrétaire général de la fédération de la Marne du S.P.F. de 1978 à 1989. Activités quotidiennes de soutien auprès des personnes démunies, participation en tant que représentant du S.P.F. et porte-paroles des victimes de l'injustice, auprès des pouvoirs publics et des institutions interventions dans le cadre des plans de lutte contre la pauvreté.

- Rédacteur en chef du mensuel du S.P.F. « *Convergence* » de 1989 à 2001.

Participation aux activités d'ESAN depuis 2008 et membre de son Conseil d'Administration.

- Membre du groupe organisant la journée internationale pour l'éradication de la pauvreté les 17 octobre et coorganisateur des événements s'y rattachant. (venue des personnes et gestion des – jeunes, adultes et enfants - de différents pays européens)

- Rédacteur, sous la responsabilité de la Présidente de la Commission des Droits de l'Homme de la conférence des OING, (Anne-Lise Oeschberg), des livrets relatifs à cette journée (2013..) et initiateur de la conception, de la mise en page, de la réalisation et impression des ouvrages édités à cette occasion (avec l'aide de Marie-José Schmitt pour la traduction).

- Participation aux travaux des Commissions de la Conférence des OING avec Léon DUJARDIN et Maritchu RALL.

Mail : rene.ledermann0854@orange.fr Tél : 33 6 07 33 88 86
(www.secourspopulaire.fr)

Elisabeth MARIE

Cheffe de délégation de Caritas europa au Conseil de l'Europe

* Dans son plan d'action 2019-2023 Caritas europa a comme priorité le développement humain intégral et durable, la justice sociale et le soin de la planète. Ces actions sont mises en œuvre par les Caritas existant dans 46 pays européens.

- **Activités en lien avec le thème droits sociaux:**
- Participation au groupe transversal *Pauvreté et accès aux droits* .
- Co-organisation annuelle de la Journée internationale du 17 octobre pour l'éradication de la pauvreté sur des thèmes en lien avec les orientations du Conseil de l'Europe et les rapports thématiques du Comité européen des droits sociaux : pauvreté des enfants, accès des jeunes à l'emploi, droit au logement décent, accès aux services sociaux et médicaux...;
- participation à la rencontre organisée à Turin en 2014 sur la Charte sociale européenne (CSE)
- Membre du Comité de suivi du Processus de Turin pour la Charte sociale européenne.
- Co-organisation, en collaboration avec le Service de la Charte, de formations pour les ONG sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux, à Bruxelles et Strasbourg ;
- Participation aux colloques du Conseil de l'Europe (Bruxelles et Strasbourg) sur les droits sociaux en Europe ;
- intervention à un colloque de l'Université de Strasbourg sur les droits sociaux.
- intervention au Webinaire (juin 2020) « Comment réduire les inégalités et la pauvreté tout au long des prochaines transitions économiques et écologiques »

Jean-Bernard MARIE

Chef de délégation de Justice et Paix Europe à la Conférence des OING

Juriste, universitaire : droit international et droits humains
Directeur de recherche hon. au CNRS,
Consultant auprès d'organisations internationales
Enseignant, Université de Strasbourg

Activités en lien avec les thèmes du Comité

- représentant de la Conférence des OING au CDDH : groupe de rédaction sur les droits sociaux, contribution écrite dans Rapport I du CDDH (2018):
<https://rm.coe.int/droits-sociaux-volume-i-fra/1680a0770b>

- participation aux activités du groupe *pauvreté* , organisation annuelle de la journée du 17 octobre ; rencontre organisée à Turin, 2014, sur la Charte sociale européenne (CSE);

- membre du Comité de suivi du Processus de Turin pour la CSE;

- participation à la rédaction des *Recommandations* sur droit sociaux et pauvreté adoptées par la COING;

- corédacteur du Recueil: *Éradiquer la pauvreté. Engagements des États dans le cadre du CoE: Extraits de Textes du CM, APCE et Congrès;*

<https://rm.coe.int/16806f54fb>

- contribution à la rédaction de la Déclaration « *Agir ensemble pour éradiquer la grande pauvreté en Europe* » signée par les Présidents du CM, de l'APCE, du Congrès et de la COING, 17 octobre 2012;

- participation à la préparation de formations sur la CSE pour les ONG (Bruxelles, Strasbourg);

- participant invité aux Conférences du CoE sur la CSE, Turin, Bruxelles, Strasbourg ; participation également à des colloques, séminaires universitaires sur les droits sociaux;

- Rédaction de l'introduction aux Actes de la Table-ronde sur *Les droits de l'Homme dans le contexte de la crise: l'apport de la Charte sociale européenne*.

<https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016802f5eb4>

jean-bernard.marie@misha.fr

Ida PALUMBO

HEAD OF DELEGATION OF THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CHARITIES TO THE CONFERENCE OF INGO

I Graduate in law at the university of Ferrara, Italy, I continued my studies by specialising in European Union law with a Master's degree at the Carlos III University in Madrid. With 15 years of experience serving as Legal Officer in the European Ombudsman office, dealing with complaints, carrying out inquiries, conducting legal research about EU and national legislation, liaising with services of the EU with national institutions and other stakeholders, I have been involved in promoting values such as the right to a good administration, fairness and equity.

After the end of my experience with the Ombudsman, I obtained the European Master's degree in Human Rights and Democratisation. I conducted the research for my thesis on the topic "The interaction between the European Court of human rights and National human rights institutions: towards a more systematic interaction?" at the Danish National Institute for Human Rights.

In January 2020 I joined the St Vincent group in Strasbourg as a volunteer and was recently elected one of the two vice-presidents. I am the representative of the AIC (International Association of Charity) at the Council of Europe.

Due to the multicultural working environment and living experience in different countries, I developed my capacity to adapt to different situations and cultures, as well as to adjust to different working teams in full respect of the parties involved

Cheffe de délégation de l'Association internationale des charités (AIC) à la Conférence des OING

Diplômée en droit à l'université de Ferrare, en Italie, j'ai poursuivi mes études en me spécialisant en droit de l'Union européenne avec un master à l'université Carlos III de Madrid. Avec 15 ans d'expérience en tant que juriste au bureau du Médiateur européen, où j'ai traité des plaintes, mené des enquêtes, effectué des recherches juridiques sur la législation européenne et nationale, assuré la liaison entre les services de l'UE, les institutions nationales et d'autres parties prenantes, j'ai participé à la promotion de valeurs telles que le droit à une bonne administration, la justice et l'équité. Après la fin de mon expérience avec le Médiateur, j'ai obtenu le Master européen en droits de l'homme et démocratisation. J'ai mené les recherches pour ma thèse sur le thème "L'interaction entre la Cour européenne des droits de l'homme et les institutions nationales des droits de l'homme : vers une interaction plus systématique ?" à l'Institut national danois des droits de l'homme.

En janvier 2020, j'ai rejoint le groupe St Vincent à Strasbourg en tant que bénévole et j'ai récemment été élu l'un des deux vice-présidents. Je suis la représentante de l'AIC (Association Internationale de la Charité) au Conseil de l'Europe.

Grâce à l'environnement de travail multiculturel et à l'expérience de vie dans différents pays, j'ai développé ma capacité à m'adapter à différentes situations et cultures, ainsi qu'à m'adapter à différentes équipes de travail dans le plein respect des parties impliquées.

Hélène Rozet

Cheffe de délégation d'ATD Quart Monde à La Conférence des OING

Volontaire permanente de ATD QUART MONDE

2017-21 : * Représentante et chargée de plaidoyer au Conseil de l'Europe :
. Participation active aux sessions de la Conférence des OING, au Comité de coordination du Processus de Turin pour la Charte sociale et au Groupe transversal Pauvreté : inégalités et jouissance des droits. Dans ce cadre, préparation/animation/secrétariat des célébrations et/ou sem-web-inaires pour la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté en 2018, 2019 et 2020, avec pour thème la partie de la Charte Sociale Européenne révisée examinée dans l'année ; pour ATD Quart Monde, contributions d'Espagne, de Grande Bretagne, de Pologne et de France.
. Contribution comme oratrice au Forum de Lisbonne 2019 (Centre Nord-Sud).
* Chargée de mission migration, et membre du pôle politique France (2019-21);

* Animatrice bibliothèques de rue, chantiers manuels et groupes de parole (2017-18).
2016–17 : Année sabbatique avec l'Arche : assistante en foyer avec des personnes handicapées mentales, Vertou, France, et Minya, Egypte.

2013-15 : Rédactrice, secrétariat international Tapori (courant d'amitié entre enfants de différents milieux et pays), chef de projet site internet. Soutien à l'animation enfance dans des groupes au Liban, en Palestine et en Suisse.

2007-12 : Chargée de mission Moyen Orient et responsable nationale Égypte, Le Caire : lancement et animation d'activités avec des enfants à la vie difficile et des jeunes ; animation d'une dynamique réunissant des adultes de différentes appartenances.

2003-07 : Rédactrice, organisatrice de séminaire (Canada) et formations ; préparation d'une mission au Moyen Orient.

1994-2003 : Animatrice et responsable nationale Haïti, Port au Prince (8 années en tout).

Piotr Sadowski

Head of delegation of the Social Platform to the INGO Conference

Summary

With over 13 years of experience in European civil society sector, working at institutional level, with governments, and other stakeholders, I promote the values of social justice and rights, solidarity, and equality. I work across Europe and with partners globally, and have exposure to European level influencing, institutional advocacy, and policy development. I successfully manage and lead large-scale NGO networks, working in collaboration with other major European and international organisations. I am an experienced public speaker, with a track record of debating, presenting, and moderating at high-level events and conferences. I can navigate in challenging situations using my leadership, diplomacy, and empathy skills. I am fluent in English, Polish and Spanish, and understand German and French. Polish and British by passport, Spanish by residency, I identify myself as European.

Experience

- Secretary General, Volonteuropa (www.volonteuropa.eu) May 2008 – Present

I lead international policy, strategy, communication, and advocacy, raising the profile and visibility at international level, including in the EU and the Council of Europe, through developing relationships and partnerships with decision-makers, senior stakeholders in CSOs and social actors. In this role, I also collaborate with national member organisations supporting the implementation of their international affairs strategies.

- President, Social Platform (www.socialplatform.org) April 2019 – Present

I represent the largest European network of CSO platforms advocating for social Europe, working at the highest institutional level, leading on the implementation of an ambitious strategy to achieve a more socially inclusive Europe with all, for all, where no one is left behind.

Piotr@volonteeurope.eu
+44 7747 617 857 / +34 629 021 885

Chef de délégation de la Plateforme sociale européenne à la Conférence des OING

Résumé

Ayant plus de 13 ans d'expérience dans le secteur de la société civile européenne, travaillant au niveau institutionnel, avec les gouvernements et d'autres parties prenantes, je milite en faveur des valeurs de justice et de droits sociaux, de solidarité et d'égalité. Je travaille à travers l'Europe et je m'engage avec des partenaires du monde entier. J'ai accès à des chefs de file sur le plan politique en Europe ; je travaille sur le lobbying au niveau des institutions européennes et à l'élaboration de la politique. Je gère et dirige avec succès des réseaux d'ONG à grande échelle, en collaboration avec d'autres grandes organisations européennes et internationales. Je suis un orateur expérimenté, avec un passé de débat, de présentation et de modération lors d'événements et de conférences de haut niveau. Je peux me débrouiller dans des situations difficiles grâce à mes compétences en matière de leadership, de diplomatie et d'empathie. Je parle couramment l'anglais, le polonais et l'espagnol, et je comprends l'allemand et le français. Polonais et britannique par passeport, espagnol par résidence, je m'identifie comme Européen.

Expérience

Secretary General, Volonteeurope (www.volonteeurope.eu) May 2008 - Present

Je dirige la politique internationale, la stratégie, la communication et le lobbying, en améliorant le profil et la visibilité au niveau international, y compris dans l'UE et le Conseil de l'Europe, en développant des relations et des partenariats avec les décideurs, les hauts responsables des OSC et les acteurs sociaux. Dans ce rôle, je collabore également avec les organisations membres nationales en soutenant la mise en œuvre de leurs stratégies en matière d'affaires internationales.

Piotr@volonteeurope.eu
+44 7747 617 857 / +34 629 021 885

PIECE ATTACHEE 2: Fiches individuelles des délégué-e-s participant au Comité

María Aldanas

Head of delegation, Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA) to the INGO Conference

is Policy Officer at FEANTSA. From 2014 to 2016 she coordinated the Housing First Europe Guide, an online training on the 'Housing First' approach addressed to service providers. From 2016 she is working on homelessness and housing rights issues with FEANTSA. She currently coordinates the Housing Rights Watch network which brings together NGOs, academics, lawyers and others to promote access to housing rights for homeless people, support strategic litigation, and combat criminalisation of homelessness.

Maria studied law at the Complutense University of Madrid. She holds a master's degree on Migration and Intercultural relations.

Evelyne BASTIN

Déléguée du SIE (Soroptimist International d'Europe) au Comité « Action pour les Droits sociaux »

Le SIE défend les droits humains. Ses objectifs: l'éducation, l'autonomie financière, la lutte contre la violence, l'accès aux soins de santé & à la sécurité alimentaire et le développement durable. Présents dans 41 des 47 pays du Conseil de l'Europe, 1.150 clubs (31.400 membres) oeuvrent pour améliorer les conditions de vie, plus particulièrement, des femmes et des filles.

Le SIE complète sa mission via des actions d'advocacy et de lobbying. Membre du SIE depuis 2010, j'ai participé à des projets apportant de l'aide financière, pratique et concrète sur le terrain. L'Union belge du Soroptimist m'a confié la publication trimestrielle de son magazine. L'analyse des rapports des 56 clubs mit en lumière que nombre d'actions sont liées à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. J'ai ensuite mis en carte les solutions apportées à cette problématique, selon les différentes zones européennes.

Consultée en 2018 pour participer à la Conférence des OING, j'ai opté pour le groupe de travail « Pauvreté ». J'ai partagé les actions du SIE durant la pandémie, lors de la session de juin 2020, consacrée à la pauvreté. J'ai participé à l'organisation du webinar du 16 octobre 2020 « L'accès pour TOUS aux droits sociaux » et à la rédaction de la recommandation qui en est ressortie.

En 3 ans, j'ai appris à cerner le fonctionnement du Conseil de l'Europe. Je suis maintenant prête à m'investir dans ce comité qui entreprend des actions concrètes pour garantir les Droits sociaux et promouvoir la Charte Sociale

evelynebastin@skynet.be

- ☐ + 32 84 36 86 32 - Mobile + 32 476 855 971

Robert Bergougnan

Chef de délégation de l'Association Européenne des Ecoles de Travail Social European Association of School of Social Work (EASSW) à la Conférence des OING

Retraité, ex Directeur d'Institut de Formation en Travail Social en Occitanie – France

Membre actif au sein des association ERASME et ADEPASE

Membre du comité directeur de la Fondation Adrienne et Pierre Sommer

Activités en lien avec les thèmes du Comité

1. *Représentant actuel de la COING au sein de la plateforme Européenne de cohésion sociale - PECS*
Cette Plateforme a été créée en tant que comité ad hoc pour répondre à la demande de plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe de créer une structure intergouvernementale pour accompagner les efforts d'intégration des aspects sociaux dans les activités du Conseil de l'Europe.
2. **Contribution** au RAPPORT de la PECS , sur les BONNES PRATIQUES ET LES APPROCHES INNOVANTES en matière de cohésion sociale. Rapport présenté le 19 et 20 Novembre 2017s. Il soulignait l'importance de tenir compte de la cohésion sociale en lien avec la jouissance des droits sociaux et des droits économiques, en ce compris la protection sociale, garantis par la Charte sociale européenne et d'autres instruments pertinents, ainsi que des problématiques actuelles qui y sont liées.

<https://rm.coe.int/pecs-rapport-sur-les-bonnes-pratiques-et-les-approches-innovantes/16807809f6>

3. **Présentation de la feuille de route de la COING** concernant les migrants, lors de la 3eme réunion de la PECS, les 3 et 4 Mai 2018.

<https://rm.coe.int/rapport-abrege-de-la-3e-reunion-de-la-pecs-3-4-mai-2018/16808b7ea3>

4. Co-animateur, en Occitanie, du groupe de travail « Accès aux droits » du Plan pauvreté.
https://espace.lutte-pauvrete.gouv.fr/jcms/c_2008801/fr/12-acces-aux-droits-occitanie
-

Edwin de Boevé

Chef de délégation du Réseau International des Travailleurs Sociaux de rue, Dynamo

Avec l'aide de quelques collègues éducateurs et enseignants, il a créé Dynamo en 1984, un service d'aide aux jeunes en milieu ouvert spécialisé dans le travail social de rue en Belgique. Il a étendu cette structure à un niveau international sous le sceau de Dynamo International dont il est le Directeur et coordonne le International-Street Workers Network qui regroupe actuellement les travailleurs sociaux de rue de 53 pays en Europe, Afrique, Asie et Amérique. De septembre 2017 à décembre 2018 il était en poste à Kinshasa pour y construire un centre d'accueil d'urgence pour enfants en situation de rue et y implémenter un programme de travail social de rue sur 6 villes de la RDC.

Il a un Master en Science de l'éducation et donne des cours dans différentes Hautes écoles. Il donne de nombreuses conférences et a publié plusieurs ouvrages aux Editions l'Harmattan dans le domaine du travail social.

Il est administrateur de Bruxelles laïque et à la Fédération Laïque de l'Aide à la Jeunesse et ex président du secteur AMO de l'ANCE.

Léon Dujardin

Délégué du Réseau Européen d'Action sociale (ESAN) à la Conférence des OING

- Membre de la direction nationale du Secours Populaire Français depuis 1973 dont le but est la pratique de la solidarité pour soutenir dans le respect des Droits de l'Homme les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale...(www.secourpopulaire.fr)

- Membre de mars 1993 à juin 1997 du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale créée par le Gouvernement Français (CNLE). Nommé titulaire de ce CNLE par le Premier Ministre

- Membre du groupe de travail sur les sans-abris au Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) de 1990 à 1995 avec des membres de la Fondation « Progrès de l'Homme » ...

- Fondateur d'ESAN-aisbl en 1991 et membre de la Conférence des OING depuis 2006 (www.esan-aisbl.eu)

- Membre du groupe organisant la journée internationale pour l'éradication de la pauvreté les 17 octobre. A contribué au nom de la Conférence des OING à la préparation et au déroulement de la Conférence de Turin en octobre 2014. Membre du groupe du suivi du processus de Turin au nom d'ESAN. A participé à la rédaction d'une recommandation concernant la mise en place du socle des droits sociaux de l'Union Européenne. (Déclaration de novembre 2017)

- Délégué d'ESAN-aisbl pour présenter des réclamations collectives
Mail : leon.dujardin@wanadoo.fr Tel.+33 6 71 90 76 24

Marie Hélène Halligon

Cheffe de délégation du Réseau de Religieuses en Europe contre la Traite et l'Exploitation (RENATE) à la Conférence des OING

- . Membre du Collectif Ensemble contre la Traite des Êtres Humains piloté par Caritas France (depuis 2009). Ecriture d'un Document Episcopat sur la Traite des êtres Humains avec Geneviève Colas, coordinatrice du Collectif (paru dernier trimestre 2019).
- . Membre du Bureau de RENATE () de 2009 à 2018, puis du Conseil d'Administration. Ce réseau regroupe à ce jour 31 pays. www.renate-europe.net
- . Participation à deux ateliers à l'Académie des sciences Sociales, (un contre la Traite, un contre la Corruption) au Vatican en 2013 et 2017
- . Création de RENATE-France, Création d'une Association Loi 1901
 - . Membre du Comité de Pilotage des « Champs de Booz », association pour l'accueil en Île-de-France des femmes isolées demandeuses d'asile (2010-2015) en risque de Traite des Etres Humains
- . Alphabétisation auprès de survivantes de Traite (2010-2015) au Foyer AFJ, Paris.
- . Commission « Prostitution – Traite » pour BFMN depuis 2015 et production d'un « Document Episcopat » pour les Evêques de France : « *Prostitution, l'Eglise interpellée* ».
- . 18 octobre 2018 : participation à l'événement du GRETA (Groupe d'Experts du Conseil de l'Europe pour la lutte contre la Traite des Êtres Humains) pour sensibiliser les jeunes au phénomène de la Traite.
- . Animation de Journées de sensibilisation à la Traite des Êtres Humains (Peltre, Metz, Bruxelles, Angers, Noirmoutier)

Blog : www.renate-france.wordpress

Page Facebook : <https://www.facebook.com/mariehelene.halligon>

Marithu Rall

Déléguée, Réseau Européen d'Action sociale (ESAN) à la Conférence des OING

- Présidente du Regroupement "Pauvreté et cohésion sociale"
- Co-animatrice dans l'organisation de la Journée du 17 octobre, Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté
- membre du CCAS de la Ville de Strasbourg de 2002 à 2020
- Administratrice à l'Association Régionale "L'Aide aux handicapés moteurs" depuis 2000
- Equipière St Vincent depuis 1983 : cours de Français Langue Etrangère

J'ai exercé depuis de nombreuses années différentes fonctions au sein des structures de la Conférence des OING, la plupart se rattachant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. ESAN dans l'ensemble de ses actions et propositions a pour cible l'écoute et la prise en compte de la parole des personnes vivant en situation de pauvreté. Son expertise et son plaidoyer sont présents dans les instances internationales européennes.

Silvana Roebstorf

Social Platform

Social Platform is the largest network of civil society organisations in the European Union advocating for a social Europe. It is driven by a membership of European federations united in the fight for social justice, equality between all people, inclusion, sustainability and participatory democracy in the EU and beyond.

Social Platform strives for a society based on social justice, where dignity, wellbeing, respect for every person and their human rights are at the centre of all decisions and actions. Our vision of a social Europe is based on a sustainable socioeconomic system, where no one is left behind.

The mission of Social Platform is to contribute to building a sustainable socioeconomic system that tackles inequalities, includes all members of society and respects human rights.

Website: www.socialplatform.org

Silvana joined Social Platform in March 2017, and as Senior Policy and Advocacy Officer is focusing on policy and advocacy work in the following areas:

- Adequate minimum income and adequate minimum wages
- Poverty reduction
- Human rights, equality and anti-discrimination
- Mutual learning activities of the network

She holds degrees in European Law (LL.B) and Human Rights Law (LL.M) and has previously worked on topics of equality and non-discrimination at the Fundamental Rights Agency (FRA) and the European Network of Equality Bodies (Equinet).

Email: Silvana.roebstorf@socialplatform.org

Tel: +32465171254

Address: Social Platform, Square de Meeus 18, 1050 Brussels, Belgium

Dominique de Romémont

Déléguée, Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants (MIAMSI) à la Conférence des OING

Le MIAMSI a pour but de :

- promouvoir un monde plus humain et plus fraternel. Cela passe en priorité par
 - + l'option préférentielle pour les plus pauvres
 - + la promotion et la défense des Droits de l'Homme
 - + la solidarité entre les humains considérés comme frères.
- stimuler les contacts avec les instances supranationales, les mouvements et associations internationaux qui, bien qu'agissant dans d'autres milieux sociaux ou ayant des références religieuses ou culturelles différentes, œuvrent pour
 - + la paix, la solidarité et la justice,
 - + la dignité de tout homme et de tous les hommes,
 - + l'intégrité de la création
 - + et une collaboration internationale toujours plus efficace,
- participer à la construction d'une Église toujours plus apostolique et universelle, en prenant aussi sa part dans la promotion du dialogue œcuménique et inter-religieux.

A titre personnel, Présidente d'une boutique de commerce équitable (aide aux plus pauvres sous forme de vente de produits issus de coopératives, relais de campagnes de lutte contre la grande pauvreté et éducation à un commerce plus équitable qui remet l'humain au centre des échanges). Cette Association fait partie d'un réseau Européen.

Marie-José Schmitt

Cheffe de délégation de l'Association Internationale des personnes Handicapées (AEH) à la Conférence des OING

Etudes de droit

1973 Maîtrise d'allemand

- Vie professionnelle : traductrice

- Vie associative :

1973 Création d'une association de parents d'enfants autistes à Aix-en-Povence. Présidente jusqu'en 2003 (association sans but lucratif) Création d'établissements pour enfants ou adultes avec autisme

1975 Participation à la rédaction des décrets d'application de la loi de 1975 « en faveur des personnes handicapées »

1978 Etudes de comptabilité et diplôme ; études en droit du travail (conventions collectives) et droit des associations

1980 Participation à la Création d'une Association Internationale des personnes Handicapées (AEH)

- Conseil de l'Europe Charte sociale européenne

1988 Représentante de l'AEH pour l'Accord Partiel concernant les personnes handicapées, puis au comité pour les personnes handicapées (jusqu'en 2017)

1990 Apport de l'AEH à la révision de la Charte Sociale Européenne en cours (article 15)

2011 Organisation, avec les services de la Charte, de la conférence du 17 octobre à 'ENA (50ans de la Charte)

Publication annuelle des actes de la conférence du 17 octobre (jusqu'en 2019)

Publication (CoE) d'une analyse de l'évolution de la Charte entre 1961 et 1991)

Publication (CoE) d'un guide de lecture de la Charte des droits sociaux de l'UE (traité de Lisbonne) à la lumière de la Charte sociale européenne

2014 Représentation de la COING au Comité Gouvernemental de la Charte (Turin 17 octobre)

Représentation de la COING au Comité Gouvernemental de la Charte (jusqu'en 2019)

Peter Verhaeghe

- Delegate of [Caritas Europa](#) to the Conference of INGOs

- Sociologist and social worker

Policy and advocacy officer social policy, Caritas Europa secretariat

- Activities related to the theme of the Social Rights Committee

- Representative of the Conference of INGOs to the CoE-FRA-ENNHRI-EQUINET Collaborative Platform on social and economic rights

- Participant in the activities of the CoE Poverty Working Group, organisation of the annual event on the occasion of World Day against Poverty, 17 October and organisation of the INGO event in Turin, 2014, on the European Social Charter.

- Coordinator of the CoE INGO Committee for the Turin Process and the European Social Charter.

- Contributor to the drafting of Recommendations on social rights and poverty, adopted by the Conference of INGOs.

- Co-organiser of awareness raising and training sessions on the European Social Charter for NGOs.
 - Co-author of various Caritas Europa reports on poverty and social rights.
-

PIECE ATTACHEE 3 : Fiche de la candidate proposée à la Présidence

Anna Rurka

Déléguée du Comité européen d'action spécialisée pour l'enfant et la famille dans leur milieu de vie (EUROCEF) à la Conférence des OING

- Maîtresse de Conférence, Université Paris Nanterre, UFR des Sciences psychologiques et Sciences de l'éducation.
Chercheuse statutaire au Centre de recherche « Education et Formation »
 - Présidente de la Conférence des OING (2015-2021) (sessions de la Conférence de la Commission permanente et du Bureau.)
 - Auditions auprès du Comité des Ministres et contributions à ses travaux.
 - Coordination de la représentation de la Conférence des OING aux Comités directeurs, Comités des parties, Commissions parlementaires.
 - Visites en collaboration avec la Représentation de l'État membre et de la société civile dans 13 pays. Chaque visite est suivie d'un rapport au Gouvernement et d'un débat lors de la Plénière de la Conférence .
 - Expertise dans le champ des politiques publiques :
 - . Membre du Comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, placée auprès du Premier ministre.
 - . Experte nommée au sein du Haut Conseil du Travail Social.
-